Le Temps
Samedi Culturel
Samedi 31 mars 2012

«La scène intellectuelle s'est métissée»

La France n'est peut-être plus le chef d'orchestre de la République des lettres, elle n'en continue pas moins à tenir une place de choix dans le domaine des sciences humaines désormais mondialisées, estime l'historien français Philippe Poirrier. Dans ce contexte ultra-compétitif, les chercheurs ne peuvent plus se contenter d'approches traditionnelles basées sur le cadre national

Propos recueillis par **Emmanuel Gehrig**

Philippe Poirrier est professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne, responsable du pôle «Cultures et patrimoines» de la Maison des sciences de l'homme de Dijon. Il a récemment publié *L'Etat et la culture en France au XXe siècle* (Le Livre de Poche, 2009), et dirigé *Politiques et pratiques de la culture* (La Documentation française, 2010). Il a souhaité répondre à nos questions par écrit.

Samedi Culturel: Qu'est-ce qui rend la scène intellectuelle française si particulière?
Philippe Poirrier: Son émergence, en France, est ancienne, et tient à la conjonction de plusieurs phénomènes: le centralisme politique et culturel, l'imbrication du politique et du culturel dans la vie politique, la valorisation de la culture par le pouvoir royal puis les différents régimes républicains, la place de la langue et de la littérature dans la construction de l'Etat-nation. On peut dire que, depuis les années 1880, la République a construit un projet émancipateur, issu de la philosophie des Lumières, et s'appuyant sur la République des lettres. L'affaire Dreyfus, l'antifascisme des années 30, l'engagement au moment de la guerre d'Algérie ont contribué à conforter l'image, et le rôle civique de l'intellectuel: écrivains et hommes de lettres au XIXe siècle, philosophes puis chercheurs en sciences sociales dès 1950. L'intellectuel, homme de culture qui intervient dans l'espace public, est en France une figure sociale reconnue, dont l'action est perceptible au sein de la société civile. A ce titre, nous sommes loin de l'isolement de l'intellectuel de campus du monde anglo-saxon.

N'assiste-t-on pas aujourd'hui à un déclin du rayonnement de la scène intellectuelle française hors de ses frontières?
Je ne le pense pas. Prenons la «French Theory», très appréciée sur les campus américains, et paradoxalement moins connue en France même. Les travaux de Derrida ou de Foucault par exemple ne sont pas non plus exploités de la même manière en France et aux Etats-Unis. Mais c'est moins le déclin de la pensée française que celui de la langue française qui constitue le vrai enjeu. Les chercheurs étrangers qui lisent le français sont de plus en plus rares. Inversement, beaucoup de chercheurs français continuent à ne publier qu'en français, ce qui réduit beaucoup la possible réception de leurs travaux au sein d'une communauté mondiale qui écrit, et pense, de plus en plus en anglais.

Reste-t-il des penseurs ou des écoles de pensée qui influencent encore les sciences dans le monde?
Il n'est pas facile de mesurer la notoriété d'un penseur ou d'une école de pensée. Le bruit médiatique masque souvent la réalité des appropriations au sein des communautés de chercheurs. Cela dit, plusieurs chercheurs en sciences sociales connaissent une vaste réception. Pierre Bourdieu est désormais largement lu et reconnu en Amérique du Nord. L'historien de la culture Roger Chartier, qui enseigne régulièrement dans les universités nord-américaines, est une référence en Europe comme en Amérique latine. Les travaux de Pierre Nora sur les «Lieux de Mémoire» ont suscité des études comparées en Allemagne, en Italie et en Russie. Nous pourrions multiplier les exemples.

La recherche française n'est-elle pas handicapée par un certain nombrilisme?
Le franco-centrisme est moins net que jadis. La plupart des chercheurs en sciences sociales sont intégrés dans des réseaux internationaux, notamment à l'échelle européenne. Je vous donne quelques exemples. L'histoire comparée s'est développée, notamment, chez les contemporanéistes. Voyez les travaux de Christophe Charle sur l'histoire du théâtre ou sur l'histoire des capitales culturelles. Les chercheurs qui travaillent sur l'Empire colonial français ont intégré les problématiques issues des *Colonial* et des *Post-colonial Studies*. De même, les travaux de Raphaëlle Branche (*L'Embuscade de Palestro. Algérie 1956*, Armand Colin, 2010) associent micro-histoire et anthropologie de la violence, et sont proches des recherches issues des *Subaltern Studies*. Enfin, il resterait à citer les nombreux historiens qui se sont approprié la question du genre ainsi que la *World History*.

Donc la recherche se métisse, se mondialise…
Certainement. Les financements européens sont plus présents que jadis. Les thèses en cotutelle se sont multipliées. De nombreux jeunes chercheurs travaillent, dans des perspectives plus ou moins comparatistes, sur l'histoire contemporaine des autres pays, notamment européens. La mobilité des doctorants et des chercheurs, notamment à l'échelle européenne, s'est considérablement renforcée. Quelques chercheurs, certes encore peu nombreux, sont désormais en poste dans des universités américaines, britanniques ou suisses.

De manière générale, est-il toujours pertinent, pour un historien, de penser le «génie français» dans le cadre national?
Il y a belle lurette que les historiens ont dépassé l'étude du «génie français»! Le développement de l'histoire économique et sociale, dans le sillage de l'Ecole des Annales, puis de l'histoire culturelle a suscité de profonds infléchissements des problématiques: la compréhension de l'histoire de la société française relève de la logique comparative, à l'échelle des sociétés du monde occidental. Il n'en reste pas moins vrai que l'abandon du cadre national conduirait à des apories, voire à des anachronismes. Le principal enjeu, aujourd'hui, est de construire une écriture de l'histoire qui puisse articuler histoire nationale, histoire comparée et histoire connectée. Le jeu des échelles s'est imposé à la grande majorité de la communauté historienne.

Quel rapport entretient la France avec ses intellectuels?
Les intellectuels conservent une grande place sur la scène médiatique. Ils continuent d'intervenir sur les grandes questions de société, et les élites dirigeantes restent sensibles à leurs prises de position dans la presse écrite. Les grandes revues intellectuelles (*Les Temps modernes, Le Débat, Esprit* et *Commentaire*) mobilisent les chercheurs en sciences sociales. L'édition en sciences sociales, toujours présente chez les éditeurs commerciaux, reste active, même si les tirages déclinent nettement. La télévision franco-allemande Arte et la radio publique France Culture, dont l'audience demeure forte, jouent un rôle important dans le débat d'idées. Certes, la logique du jeu médiatique et les contraintes de l'audiovisuel contribuent à rendre moins audibles les intellectuels de plume. En revanche, le temps des maîtres à penser est révolu… Faut-il s'en plaindre?

Que fait l'Etat français pour soutenir cette scène intellectuelle?
La politique de la recherche est contrastée, et l'impact des réformes récentes fait l'objet d'évaluations divergentes. Le secteur des SHS (sciences humaines et sociales) et des humanités est loin d'apparaître comme une priorité dans une conjoncture qui privilégie les logiques marchandes et utilitaristes. La politique du CNRS est incertaine, et souvent malthusienne. De grands projets visent à renforcer de grands pôles, dont l'ambition est internationale, mais risquent de laisser de côté les universités et les centres de recherche de taille plus modeste. Quelques disciplines, comme la sociologie et l'histoire, qui relèvent d'une démarche critique, ne sont pas toujours les bienvenues. L'instrumentalisation des SHS par les pouvoirs publics, et notamment de l'histoire, a été une tentation pérenne ces dernières années, au service d'une réécriture du roman national. Les historiens se sont très majoritairement élevés contre cette tendance. La réception très mitigée du projet, porté par Nicolas Sarkozy, d'une Maison de l'Histoire de France, témoigne de cette situation.

Qu'en est-il de la politique culturelle à l'étranger?
Elle est à la croisée des chemins. Les enjeux du *Soft Power* nécessitent un volontarisme politique fort, et l'engagement de tous les acteurs concernés. La création d'une véritable agence de l'action culturelle extérieure, intitulée l'Institut français, concrétise cette ambition nécessaire. Figurent parmi ses priorités stratégiques, le développement du débat d'idées qui doit permettre de faire entendre des voix françaises au cœur des débats qui parcourent les sociétés civiles étrangères. Un ambitieux programme de promotion des sciences humaines et sociales vise à renforcer les contacts entre le réseau culturel français à l'étranger et les «nouvelles scènes intellectuelles» françaises.

▼

Voltaire

«Dictionnaire philosophique»
Entrée «Lettres, gens de lettres ou lettrés»
(nouvelle édition Actes Sud, coll. Thesaurus)

«Le grand malheur […] d'un homme de lettres est ordinairement de ne tenir à rien. Un bourgeois achète un petit office, et le voilà soutenu par ses confrères. […] L'homme de lettres est sans secours; il ressemble aux poissons volants; s'il s'élève un peu, les oiseaux le dévorent; s'il plonge, les poissons le mangent»

L'étoile a pâli · Une place modeste dans la pensée du XXIe siècle

Il est bien loin le temps où les lumières françaises régnaient sur la scène intellectuelle du monde. Tous les chercheurs interrogés ici constatent que les Etats-Unis, sans être aussi hégémoniques qu'on le croit souvent, constituent désormais un passage obligé pour tout intellectuel en devenir

Avant-hier, Diderot et Voltaire faisaient la pluie et le beau temps dans l'Europe des Lumières, hier Deleuze, Foucault et Derrida donnaient le ton sur les campus américains. Et aujourd'hui? Comment se porte l'influence intellectuelle française dans le monde? La plupart de nos interlocuteurs, en Suisse, en Belgique, en Allemagne et en Italie, sont critiques. Et c'est de New York que vient la voix la plus positive: «Certains adorent la France, d'autres la haïssent. Mais, dans les deux cas, c'est un signe qu'elle reste indépassable», estime Benjamin Barber, professeur de sciences politiques à l'Université du Maryland et auteur de plusieurs ouvrages traduits en français, dont *Comment le capitalisme nous infantilise*, paru en 2008.

Les Etats-Unis, justement, jouent un rôle central dans le tableau plus sombre dressé par les sceptiques. Ou, plutôt, la montée de l'anglo-américain comme *koinè*, pour le dire avec le philosophe et député européen Gianni Vattimo, des échanges intellectuels. Désormais, il faut écrire – ou être traduit – en anglais, ou renoncer à compter, estiment plusieurs de nos interlocuteurs. Résultat, la scène intellectuelle française est en voie de provincialisation, analyse l'historien Etienne François, professeur honoraire à l'Université libre de Berlin. Pas seulement pour des raisons proprement linguistiques. «C'est aussi la référence souvent exclusivement hexagonale qui marque une partie de ses productions qui la marginalise.»

Mondialisation intellectuelle

Les intellectuels français victimes de l'hégémonie américaine? Etienne François nuance: «Il y a plutôt un déplacement des centres de gravité dont certains, surtout les plus jeunes, savent tenir compte et d'autres non.» Ce déplacement, estime de son côté Gianni Vattimo, ne consacre pas tant l'hégémonie des Etats-Unis qu'une mondialisation, sous leur houlette, des échanges intellectuels. Dans l'espace plus vaste où se discutent aujourd'hui les problèmes du monde, le maître à penser, figure chère au monde intellectuel français, a moins sa place.

Il faut dire que l'intellectuel – ou au moins l'universitaire – d'aujourd'hui fait toujours moins figure de maître et toujours plus d'élève, dont les productions dans des revues paraissant presque toujours en anglais sont régulièrement quantifiées et évaluées. Une situation qui irrite le professeur de philosophie à l'Université catholique de Louvain (et collaborateur du *Temps*) Mark Hunyadi. «A travers ces revues, dont les comités éditoriaux se cooptent, ce sont certaines approches qui sont imposées au détriment d'autres.»

En effet, en matière de philosophie plus qu'ailleurs, on peut encore aujourd'hui distinguer des écoles continentales, sinon nationales. «Les Etats-Unis, relève Benjamin Barber, vivent sur cette idée qu'ils sont avant tout des pragmatiques tandis que les Français sont des métaphysiciens plus ou moins fumeux. On retrouve cette ligne de fracture dans l'opposition qui s'est installée entre les facultés qui favorisent la philosophie analytique, plus appliquée, et celles qui continuent dans la ligne de Deleuze et Derrida à remettre en question les fonctionnements sociétaux.» Une approche dont les références les plus récentes se retrouvent toutefois plutôt du côté allemand avec Jürgen Habermas et Axel Honneth…

Les passe-murailles

Vue des Etats-Unis, pour le dire sans nuances, la France représente la gauche – et on sait que cette dernière n'a pas le vent en poupe. C'est particulièrement vrai, estime le professeur d'économie politique à l'Université de Lausanne Pascal Bridel, dans le domaine économique, où la tache aveugle du marxisme et ses séquelles coupent la plupart des Français des débats actuels.

Ce type de clivage semble toutefois peu représentatif du tableau d'ensemble. On distingue plutôt, note Mathilde Bourrier, sociologue française venue enseigner à l'Université de Genève, des trajectoires individuelles où le fait d'avoir passé par une université américaine ou d'y avoir été reconnu joue un rôle déterminant pour l'accès à une audience extra-hexagonale. Voire même, dans le cas par exemple du sociologue Jean Baudrillard, pour être vraiment adoubé en France.

Certains de ces passe-murailles ont nom Paul Ricoeur, Michel Serres, René Girard ou, dans la génération de l'après-guerre, le sociologue et philosophe Bruno Latour ou l'historien Jacques Revel. Ou encore Edouard Glissant, Maryse Condé ou René Maran: les écrivains créoles, note Lydie Moudileno, professeur de langues romanes à l'Université de Philadelphie, sont des figures respectées, avant tout pour leur apport conceptuel, au sein des études afro-américaines et diasporiques – un statut facilité, là aussi, par des séjours aux Etats-Unis.

Tous témoignent, avec des émules plus jeunes, que si la France ne fait plus école, elle reste en position de participer, à égalité avec d'autres, au dialogue intellectuel du XXIe siècle autrement que par la poignée de people parisiens qui, comme Bernard-Henri Lévy ou Michel Houellebecq, continuent à trouver un écho médiatique extra-hexagonal.

Sylvie Arsever